

17 avril 1872

voulu, et il défie quiconque d'y trouver une ligne contredisant les opinions qu'il a exprimées tout au long de sa longue vie de loyauté inébranlable envers les institutions britanniques. Le pamphlet a retenu l'attention dans les provinces et en Angleterre. Il défie le député de Lambton (l'hon. M. Mackenzie) de faire une déclaration suscitant de l'intérêt à l'extérieur de la province. À ce qu'il sache, le pamphlet n'a causé aucun tort jusqu'ici. Au contraire. Le *Times* de Londres soutenait que l'Angleterre était une puissance de l'Est et non de l'Ouest. N'a-t-on pas déclaré dans ce journal, très récemment, lors de l'expédition au Nord-Ouest, que c'était la dernière fois que l'Angleterre intervenait de la sorte? Et maintenant, qu'y lit-on? Que les Anglais avaient effectivement beaucoup parlé d'abandonner les colonies, mais que l'Angleterre est obligée de défendre le Canada et qu'elle ne le répudiera pas. Si le pamphlet n'avait réussi qu'à susciter cette déclaration, ce serait déjà beaucoup.

Il a été accusé de parler en termes peu flatteurs des États-Unis. L'honorable député (l'hon. M. Mackenzie) en parle comme si aucun Canadien ne devait jamais s'en plaindre. Quant à lui, il s'est toujours prononcé résolument sur les questions d'intérêt public liées à notre pays ou à un autre, comme nous devrions toujours le faire. Il estime que nous avons des motifs de contestation. Notre province n'a-t-elle pas été victime, depuis cinq ou six ans, de trois ou quatre raids des Fenians, organisés et soutenus par les États-Unis même? Et pourtant le député de Lambton (l'hon. M. Mackenzie) soutient que nous devrions avoir honte de nous plaindre. Il était indisposé quand on s'en est pris à lui à la dernière session, mais, Dieu merci, il est maintenant prêt à justifier ses actes lui-même ainsi que les actes et la politique du Gouvernement dont il fait partie.

L'hon. M. MACKENZIE signale que l'honorable député ne semble prendre la parole à la Chambre que pour régler des comptes avec quiconque il imagine, l'a insulté. C'est un affront de croire que ses gestes publics ne peuvent être contestés. Il (l'hon. M. Mackenzie) nie avoir employé des termes qui puissent être considérés comme autre chose qu'une honnête critique du comportement de l'honorable député, dont il condamne vivement la conduite. Avec l'éloquence qu'on lui connaît, M. Howe peut essayer de convaincre la Chambre, mais il ne l'empêchera pas, lui, de réprouver ses actes publics, car c'est son devoir de le faire. L'honorable député a déclaré qu'il (l'hon. M. Mackenzie) l'avait blâmé d'avoir critiqué librement la conduite des États-Unis. En fait, il tenait pour acquis que les 40 000 000 d'Américains étaient prêts à déferler sur notre pays, et il (l'hon. M. Mackenzie) estimait qu'il n'avait pas le droit de conjecturer de la sorte.

À la dernière session, on lui a reproché d'avoir accusé l'honorable député d'avoir quasiment prêché la trahison dans le Nord-Ouest, en ordonnant que l'on descende le drapeau britannique. Le ministre des Douanes (l'hon. M. Tilley) a aussitôt noté ses propos et les a répétés sans hésiter. Ce dernier les avait lu dans des journaux et des lettres et les avait entendus à la Chambre. Si M. Howe déclare maintenant n'avoir jamais tenu de tels propos, il (l'hon. M. Mackenzie) acceptera le démenti sur-le-champ et retirera

son accusation.

L'hon. M. HOWE accepte l'explication de l'honorable député de Lambton. Ce dernier se rappellera que, l'hiver dernier, il a quitté la Chambre avant la fin de la session. La situation des affaires publiques l'a empêché de s'occuper de la question plus tôt mais, avant la fin de la session, il a saisi l'occasion de démentir les propos tenus et il est heureux que l'honorable député retire son accusation. Il assure n'avoir jamais rien dit sur le drapeau ni donné d'ordre à ce sujet. Il espère qu'on le croira.

L'hon. M. MACKENZIE fait remarquer que l'honorable député a attendu qu'il ait quitté la ville. On savait bien, l'annonce en ayant déjà été faite, qu'il devait assister à une réunion à Kingston et il a eu tout le loisir de répondre à l'accusation avant, mais il a été assez lâche pour tenir envers lui (l'hon. M. Mackenzie), et en son absence, des propos très blessants; et, ensuite, il essaie d'excuser sa conduite en publiant un virulent pamphlet, en disant que le *Times* de Londres en avait parlé. En fait, ce journal a parlé de cette affaire pour la condamner. L'honorable député imagine qu'il est célèbre, quand il est simplement bien connu, ce qui arrive à quiconque écrit un pamphlet aussi insensé et irrationnel que celui qu'il a signé; et il faudrait oublier tout cela car il a jadis prononcé de loyaux et courageux discours.

Doit-il être lié par ses anciens discours, mais jamais critiqué de tout ce qu'il déclare aujourd'hui? Ces anciennes déclarations vont-elles défendre tous les propos malhonnêtes, irréfléchis et répréhensibles qu'il peut prononcer aujourd'hui. Il (l'hon. M. Mackenzie) refuse d'accepter cela et critiquera librement ses paroles et ses points de vue, quelles que soient les foudres que ses critiques lui attireront.

L'hon. M. HUNTINGTON désire formuler quelques observations, au sujet, d'abord, de la motion du député de Hamilton (M. Magill) et, ensuite, de la controverse qu'elle a soulevée.

L'ORATEUR décide de n'autoriser aucune autre intervention que celles portant sur la motion dont la Chambre est saisie.

L'hon. M. HUNTINGTON indique qu'il se contentera alors de commenter la motion. Il estime que les intérêts manufacturiers de la Puissance sont très importants et que la motion sera fort profitable pour le pays, si l'on sait bien y donner suite. Toutefois, la population ne doit surtout laisser personne récupérer cette affaire avant les élections à des fins purement politiques; on doit comprendre, espère-t-il, que la question ne peut être réglée à la hâte parce qu'elle est capitale pour tous. On ne doit pas essayer de s'en servir pour se faire du capital politique; il faut l'aborder en s'élevant au-dessus des considérations politiques, avec vision et dans l'intérêt du Canada.

M. JONES (Leeds-Nord et Grenville-Nord) indique qu'il avait l'intention de proposer qu'un comité spécial étudie les meilleurs moyens de promouvoir les intérêts agricoles de la Puissance, mais